GISEMENT GAZIER D'ISARENE

L'énigme Petroceltic

La compagnie pétrolière irlandaise Petroceltic, partenaire de la Sonatrach dans le groupement Isarène, vient de traverser un week-end assez houleux avec l'un de ses principaux actionnaires, Worldview Capital Management, qui détient 29% des actions de la compagnie.

Le fonds spéculatif suisse a réagi, en effet, aux allégations d'un blogueur qui accuse la compagnie irlandaise de corruption sur la gestion de ses actifs en Algérie.

L'auteur anonyme des informations sur Petroceltic affirmait que la compagnie a recours à des consultants, pour sa filiale algérienne, pour une rémunération de 1 500 euros par jour.

Hier, la compagnie Petroceltic a obtenu un verdict du tribunal de Dublin, ordonnant à l'hébergeur de supprimer le contenu du site web.

Pour les experts en énergie, cette agitation n'est qu'un arbre qui veut cacher la forêt. Car, le vrai problème de cette compagnie pétrolière réside dans le fait qu'elle est incapable de mobiliser les fonds nécessaires au développement des gisements d'Isarene et tente de gagner du temps, avec bien sûr la complicité d'une petite mafia au niveau de la Sonatrach.

Pour d'autres, ce scandale est le fruit d'une gestion chaotique de Chakib Khelil, suivie d'un laxisme complice de son successeur.

En analysant les tendances financières de la compagnie, on est en droit d'avancer l'hypothèse d'aller en arbitrage international contre Petroceltic pour permettre à Sonatrach de récupérer le permis d'Isarène et de l'exploiter par la Sonatrach en effort propre.

Dix ans d'attente

Le permis gazier d'Isarène, acquis le 26 septembre 2004 par Petroceltic, est situé dans la région d'In Amenas. Constitué principalement du champ de Aïn Tsila, le gisement est situé à l'ouest du permis de Bourarhat qui vient d'être abandonné par la compagnie anglaise BP et au sud-ouest d'un autre permis, attribué à la Tunisienne Medex, qui fait l'objet d'un arbitrage international pour sa récupération au profit de Sonatrach.

Depuis dix ans, Petroceltic traîne en longueur les délais contractuels et accuse déjà énormément de retard sur le plan du développement de son permis. Conséquence logique, dit-on, de la gestion de Chakib Khelil qui a permis à une compagnie de la taille Ansej, d'accéder à nos ressources gazières.

Tout le monde est d'accord pour dire qu'on n'aurait pas dû attribuer ce permis à Petroceltic qui n'a jamais disposé des ressources financières pour l'achèvement du développement du permis d'Isarène. Cette certitude s'est installée en 2010, lorsque la compagnie espagnole a vendu toutes ses participations dans Petroceltic, car elle ne croyait plus en son potentiel.

La seconde alerte est donnée en avril 2011, quand l'opérateur d'électricité italien, Enel est venu sauver la situation de la compagnie irlandaise en Algérie. Enel avait alors avancé le montant de 183 millions de dollars pour l'acquisition d'une participation de 18.375% du permis d'Isarène. La Sonatrach conservait 43,375 de parts dans le groupement. Yousfi avait alors refusé de saisir cette opportunité pour se débarrasser de Petroceltic.

Photo : DR

Ce scandale est le fruit d'une gestion cahotique de Chakib Khelil.

La bonne foi de l'électricien italien s'avère insuffisante pour la suite des événements. Avec la complicité de quelques cadres de la Sonatrach, Petroceltic obtient, auprès d'Alnaft, une prolongation sur les délais d'exploration et tente de lever des fonds sur les marchés internationaux.

En décembre dernier, Petroceltic refuse une belle offre de fusion avec la compagnie émiratie Dragon Oil contre le montant de 665 millions d'euros. Il y a trois mois encore, Petroceltic se débattait sur le marché de l'emprunt obligataire pour lever 175 millions de dollars. L'opération échoue, car personne n'accorde plus de confiance aux investissements de Petroceltic. Les autorités algériennes ne réagissent pas et font semblant de ne pas être à l'écoute de la guerre déclenchée par le fonds d'investissement suisse contre le top management de Petroceltic. Worldview Capital Management tenait tellement à écarter Brian O'Cathain de son poste à la tête de la compagnie pétrolière et opérer des changements de politique vis-à-vis des investissements en Algérie.

Complicité ou négligence ?

Ce que dénonçait le blogueur anonyme sur Internet, par rapport aux présomptions de corruption, semble pour certains, une goutte dans un océan de gaspillage étalé au grand jour dans la gestion du groupement Isarène.

Outre le dépassement des délais impartis à la phase de développement, qui ont coûté énormément d'argent, on note la présence d'un personnel pléthorique sur le projet. 104 employés au total. Face aux 38 employés algériens (40% issus de la même région), on a fait appel à quelque 66 cadres expatriés, rémunérés à des seuils insoutenables.

Pour équilibrer les dépenses, on tente aujourd'hui de réaliser des économies sur les différentes installations de ce champ.

Cette tendance a été confirmée par l'annonce, mercredi dernier, de la short-list des compagnies d'engineering retenues pour la réalisation en EPC des installations nécessaires à l'exploitation de ce gisement d'Isarène. A l'exception des deux Sud-Coréennes Daewoo et GS, toutes les compagnies ayant constitué les groupements pour ce projet, sont listées dans la série B des sociétés d'engineering.

Pour la campagne de forage, on est descendu à un niveau plus bas, en faisant appel aux services de la Chinoise Sinopec.

Même avec ces tentatives de réalisation d'économies, ces opérations coûteront certainement beaucoup d'argent. Plus d'un milliard de dollars, estime-t-on le budget des installations de surface et du réseau de collecte.

Tout le monde sait que Petroceltic ne dispose pas des sommes requises à cet investissement et tentera de toute évidence de gagner du temps. A la Sonatrach, certains cadres tentent de minimiser l'impact de ces retards et soutiennent, de facto, la démarche de Petroceltic.

Amine Mazouzi, qui hérite de cette situation alarmante, est tenu de prendre des mesures décisives pour mettre de l'ordre dans ce groupement.

Mokhtar Benzaki

ARCELORMITTAL ALGÉRIE

La crise s'accentue au complexe d'El Hadjar

La situation paraît se décanter ces dernières quarante-huit heures à l'usine sidérurgique ArcelorMittal Algérie.

D'abord confrontée à une grève qui dure depuis bientôt 4 mois à la filiale ArcelorMittal Pipes & Tubes (Ampta), la société ArcelorMittal Algérie a été secouée, ces derniers jours, par des perturbations causées par un conflit syndico-syndical au complexe sidérurgique El Hadjar. Celles-ci ont été ponctuées par une grève de la faim de l'ex-secrétaire général du syndicat, Daoud Kechichi.

Quarante-huit heures auparavant, Il avait été élu porte-parole officiel des travailleurs par la majorité des membres du conseil syndical après l'éviction de Nourredine Amouri. Ce dernier est mis à l'index par les travailleurs pour sa totale soumission à l'employeur. Toute cette perturbation n'était en fait qu'un feu de paille. La réaction de la DG sera fulgurante. Non seulement, elle a suspendu de ses fonctions Daoud Kechichi également objet d'une procédure de poursuites judiciaires, elle a aussi sollicité la force des agents de sécurité pour son expulsion hors de l'usine. Intransigeant, l'employeur a poursuivi sa politique de mise au pas en employant la manière forte.

Outre la suspension de fonction et le licenciement du SG du conseil syndical et le président du comité de participation Ampta objet ainsi que l'ex SG du conseil de l'entreprise AMA, voilà que la direction générale frappe plus fort. Ce dernier jeudi, elle a pris une mesure conservatoire à l'encontre de 30 salariés Ampta.

A ces derniers, elle reproche un comportement de nature à provoquer le trouble au travail et la fermeture des portails d'accès au complexe sidérurgique El Hadjar, lors de leur dernier mouvement de protestation.

La situation devrait se compliquer davantage dans les prochaines heures avec la décision des syndicalistes d'Ampta d'organiser demain dimanche une Agex pour décider de la réaction à entreprendre pour défendre le droit des travailleurs. Réaction aussi du côté de la majorité des syndicalistes AMA.

Ce jeudi, ces derniers se sont rendus au siège de l'Union de wilaya UGTA. Ils ont appelé le SG de cette structure locale UGTA à soutenir leur démarche visant à l'éviction de l'actuel SG du conseil syndical de l'entreprise et à l'organisation d'élections syndicales anticipées. Ce qui n'a, en rien, réduit les menaces sur l'avenir du complexe sidérurgique. D'autant que la direction générale se prépare à entamer dès le 25 août, la fermeture pour 100 jours du Haut-Fourneau N°2., nécessaires à sa maintenance et son entretien.

A. Bouacha

À L'INITIATIVE DE DEUX ONG

Vers une étude sur la situation des enfants migrants en Algérie

Beaucoup en Algérie s'émeuvent des images terribles des centaines de migrants «envahissant» les côtes sud de l'Europe, selon la terminologie de la presse occidentale, et des milliers d'autres disparus en mer faisant de la Méditerranée un cimetière engloutissant hommes, femmes et enfants.

Ils sont beaucoup moins nombreux à s'interroger et à compatir du sort des autres migrants vivant sur notre sol, qui est devenu au fil des années, avec la fermeture des frontières européennes, les crises dans le Sahel et l'Afrique centrale, un pays de fixation temporaire.

De manière cyclique, des articles de presse traitent de ce phénomène de la migration, de manière superficielle, sans véritable connaissance de la réalité du vécu des migrants. Ainsi, comme à Oran qui compterait quelque 5 000 migrants, issus de 4 à 5 nationalités et aux statuts multiples, ces populations sont systématiquement stigmatisées pour évoquer les maladies transmissibles sexuellement, la criminalité et les emplois «volés aux autochtones».

Et en la matière, une initiative importante portée par deux ONG internationales activant en Algérie, Médecins du monde et l'Unicef, s'apprêtent à lancer une vaste étude sur la situation des enfants migrants, dans le cadre du programme «d'accès aux soins et aux droits des migrants subsahariens présents en Algérie, notamment sur les questions liées à la santé sexuelle et reproductive des femmes migrantes».

Le choix de cette frange de la population migrante est évident, les femmes et les enfants étant les plus fragiles et vulnérables alors que leur nombre ne cesse de croître dans cette même population migrante.

Les données dont disposent ces deux ONG sont un indicateur de cette évolution des flux migratoires vers l'Algérie puisque l'on apprend dans ce cadre, que les femmes représenteraient 47% des migrants présents en Algérie, entraînant la constitution de familles et donc plus de naissances sur le sol algérien.

Selon une enquête réalisée de 2013 à 2014, 30% des adultes étaient accompagnés d'enfants, et seulement 10% de ces enfants étaient scolarisés, en grande majorité dans des écoles privés.

Par ailleurs, il est encore mis en relief que «près de 50% des femmes ayant des enfants ne se déclaraient pas en couple, ce qui laisse entendre que certaines femmes élèvent seules leurs enfants en Algérie. Ces familles monoparentales sont alors plus exposées à la précarité économique, sachant qu'il est plus difficile pour une femme de trouver une activité rémunératrice».

En 2014, Médecins du monde a recensé 118 naissances entre Alger et Oran seulement.

Tous ces indicateurs qui doivent être confortés par des études de terrain sont importantes pour, en premier, assurer à ces populations le droit d'accès aux soins et à l'éducation comme le stipulent les conventions internationales sur les migrants, mais aussi avec cette interrogation de revoir, pourquoi pas, les lois nationales régissant la présence d'étrangers en Algérie.

Un débat qui est important mais qui ne semble pas être perçu comme prioritaire alors que tous les experts prédisent que la question des flux migratoires vers l'Algérie va perdurer et s'accroître inévitablement.

Fayçal M.